Comment avez-vous accueilli ce changement à la tête des provinces : il ne reste qu'une seule femme ?

C'est dramatique. Avoir trois femmes gouverneurs sur 17 provinces était largement insuffisant. Cette exclusion reflète l'absence de volonté politique pour intégrer les femmes dans les instances de prise de décisions.

Quid du quota de 30% préconisé par l'Accord d'Arusha ?

L'acte posé par le Sénat vient de confirmer la perpétuelle violation de cet Accord d'Arusha par ceux-là même censés le protéger. Il y a un manque de respect des engagements déjà pris par le pays, un non respect de la loi et des textes réglementaires. Le pouvoir fait fi des accords déjà conclus, ce qui est grave quand vous dirigez un pays.

A quoi est due cette méfiance ?

C'est la conséquence d'avoir un leadership politique extrêmement faible car il affecte l'ensemble de la gestion du pays. Déjà, avec un président de la République qui est contre la succession, il faudra attendre 2015 pour avoir quelqu'un qui soit ouvert à la question du genre. C'est pourquoi nous interpellons le pouvoir, l'opposition, la société civile et la communauté internationale de se pencher sur certains comportements qui sont en train de freiner les élans liés au développement du Burundi.

Par Elyse Ngabire, Source: http://fr.allafrica.com/stories/201211140305.html